



La Roquebrussanne

DEPARTEMENT DU VAR

ARRETE MUNICIPAL PM-021-2024

Portant autorisation de circulation

Le Maire de la Roquebrussanne,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L. 2213-2 al 1 et L.2122-18.
VU le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 et R.422-4,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R.141-3,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue -approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),
VU l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3^{ème} adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,
VU l'arrêté municipale n°02/2020 en date du 20 octobre 2020 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

Considérant la demande formulée le mercredi 24 janvier 2024 par madame Audrey PAGNIER pour le compte de la Communauté d'Agglomération Provence Verte service Collecte et Direction Valorisation des Déchets au profit des sociétés « DRAGUI-TRANSPORTS », « EXA'RENT » et « VALEOR » (Groupe « Pizzorno Environnement ») concernant la collecte des déchets sur la commune de La Roquebrussanne,
Considérant que l'enlèvement des déchets ménagers relève de la salubrité publique et que ce service revêt un caractère indispensable,
Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à la sécurité de l'ensemble des usagers de la voie publique,

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté PM-270-2023 du vendredi 10 novembre 2023 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Dans le cadre de l'exercice des missions de service public de collecte des colonnes à déchets ménagers et des conteneurs individuels et collectifs, les sociétés « DRAGUI-TRANSPORTS », « EXA'RENT » et « VALEOR » sont autorisées à déroger à la limitation de tonnage sur la commune de La Roquebrussanne du jeudi 25 janvier 2024 au mardi 31 décembre 2024.

Les entreprises précitées sont autorisées à circuler avec des véhicules de type poids-lourd dont le **PTAC** est adapté aux conditions de circulations et gabarits des voies empruntées, comme suit :

Collecte des colonnes à déchets : PTAC n'excédant pas 32 tonnes

- Chemin des Vergers
- Chemin des Molières
- Chemin de la Daumasse
- Chemin de l'Ubac
- Avenue du Portail

Collecte des conteneurs individuels et collectifs : PTAC n'excédant pas 19 tonnes

- Le reste du territoire communal

ARTICLE 3 :

Les permissionnaires ainsi que les conducteurs responsables des véhicules, veilleront à préserver les droits des tiers, seront et demeureront entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de leurs activités. Ils veilleront par tous moyens à la sécurité des usagers.

Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Les revêtements de chaussées dégradés lors de l'intervention, et tout autre élément constituant la voirie au sens large (corps et surface des trottoirs et accotements, corps de chaussée), sont remis à l'état d'origine (qualité des façons, matériaux utilisés, substrat, revêtements).

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police Municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le jeudi 25 janvier 2024

Le Maire
Michel GROS

Et par délégation du Maire
Monsieur Jean-Pierre GOUJON, 3^{ème} adjoint